

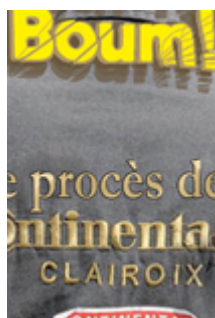
Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Quand-notre-coeur-fait-Boum.html>

Quand notre coeur fait « Boum

! »

- Articles -



Date de mise en ligne : lundi 11 janvier 2010

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Au procès des « Conti », jugés une première fois le 17 juillet pour la mise à sac de la sous-préfecture de Compiègne, les accusés doivent passer moins aux aveux qu'aux « regrets ». Pour que leur bataille ne serve pas de modèle aux salariés français. Qui, une fois virés, feraient mieux d'écrire des poèmes... À lire ou relire (l'article est paru dans le numéro 42 de Fakir), alors que le procès en appel des « six de Conti » se tiendra ce mercredi 13 janvier devant la cour d'appel d'Amiens. Une manifestation en soutien aux inculpés est prévue à 11 h à la gare, à 13 h devant le Palais de Justice



En route vers Compiègne, radio allumée. Dès le matin, dès 7 h 20, France Inter délivre sa leçon d'acceptation :
« On a assisté cette semaine à une radicalisation des conflits sociaux. Dans trois entreprises, Nortel, New Fabris et JLG, des salariés ont menacé de faire sauter des bonbonnes de gaz pour obtenir des primes de licenciement. (...) Est-ce plus dur de se reclasser quand on a été au coeur d'un conflit très médiatisé ? »

- Oui, analyse Jean-Francis Péresse, du quotidien Les Echos. Trois ans après la fermeture de l'usine Cellatex de Givet, moins de 40 des 150 ouvriers avaient retrouvé un CDI. Et en 2003, toujours, seuls 1.800 des 3.000 ex-salariés d'Airlib avaient pu se faire embaucher ailleurs. Le plus sûr, c'est encore de s'en remettre aux outils de reclassement qui existent et qui vont être étendus comme le contrat de transition professionnelle. Ne pas céder au chantage du désespoir, c'est difficile mais c'est aussi privilégier des solutions plus structurelles, plus durables.

Ne pas lutter.

Courber l'échine.

Plutôt « *s'en remettre aux outils de reclassement* ».

Toute la journée, au fond, au procès des Conti, après les médias, les magistrats vont taper sur ce même clou : mieux vaut se soumettre...

Des regrets ! On veut des regrets !

« *Sous le coup de la colère, j'ai pris la bouteille d'eau sur un bureau, je l'ai jetée par la fenêtre et je suis reparti.* »

Vincent, deux enfants, 12 ans d'usine, n'aurait rien fait dans le saccage. Juste ça. Juste la bouteille. Pour le reste, « *y a des objets qui ont commencé à tomber* », un genre de phénomène surnaturel, une tornade tombée ce 21 avril 2009 vers 15 h sur la sous-préfecture de Compiègne :

« *Avez-vous remarqué des choses inhabituelles ?*, interroge le président, comme s'il causait d'extra-terrestres. *Parce que, sur cette photo, vous êtes là, et on voit un bureau qui est en train de passer de la position horizontale à la position verticale ? Vous auriez le souvenir, éventuellement, d'avoir fait d'autres choses ?* »

L'accusé se dandine, non, il ne lui reste « *plus de souvenir* », « *tout s'est passé si vite* », comme « *un trou noir* ».

« *Cette bouteille ne vous appartenait pas ?* insiste la procureur.

- *Non.* »

Le menton de la proc oscille, elle tient une preuve : vol plus destruction.

« *Vous regrettez d'avoir participé à cette action ?* »

Vincent maugrée, bougonne, en revient à son « *trou noir* ».

Un Nagra d'*Europe 1* à ses pieds, mon voisin me chuchote : « *Tu as entendu s'il regrettait ?* » Non, je n'ai pas entendu. « *On a l'impression qu'ils esquivent le côté 'regrets'* », commente le reporter. C'est son « *angle* ».

Au tour de Nathalie : « *Quand la nouvelle est tombée que notre recours était rejeté, j'ai baissé la tête, assommée, je me suis dit 'c'est pas possible, on n'aura rien.' Y a plein de choses qui passent par l'esprit, à ce moment-là : est-ce qu'on va vivre, plus tard ? Quand je me suis relevée, les gens couraient, j'ai pris des feuilles blanches à terre, je les ai jetées par la fenêtre, dans un grand désarroi.* »

Elle, ce serait juste ça. Juste les feuilles. Et « *sans rien d'écrit dessus* », elle précise.

« *C'était le coup de massue. Mais je n'aurais pas dû faire ce que j'ai fait. J'ai du mal à accepter ce que j'ai fait.* »

Le journaliste d'*Europe 1* s'est absenté : il a livré un son pour midi. Il se rassied à mes côtés :

- *Elle regrette ?* qu'il se renseigne.

- *Oui.*

- *Ah, on les a, les regrets !*

Xavier Mathieu comparait en dernier.

Devant David Pujadas, le délégué syndical y allait de sa gouaille :

- *On comprend bien sûr votre désarroi, mais est-ce que ça ne va pas trop loin ? Est-ce que vous regrettez ces violences ?*

- *Vous plaisantez j'espère ? On regrette rien...*

- *Je vous pose la question.*

- Non, non, attendez. Qu'est-ce que vous voulez qu'on regrette ? Quoi ? Quelques carreaux cassés, quelques ordinateurs à côté des milliers de vies brisées ? Ça représente quoi ? Il faut arrêter là, il faut arrêter. [...]

- Xavier Mathieu, on entend votre colère, mais est-ce que vous lancez un appel au calme ce soir ?

- Je lance rien du tout. J'ai pas d'appel au calme à lancer. Les gens sont en colère et la colère il faut qu'elle s'exprime.

Là, sous les lustres d'un tribunal correctionnel, le ton change :

« C'est un dérapage sans rien de prémédité. Je suis parti en colère annoncer la nouvelle aux collègues dehors, en renversant tout sur mon passage. Chaque fois que je regarde les images, je baisse la tête : parce que je ne comprends pas. Mais je ne voulais pas détruire. D'ailleurs, je ne suis pas vraiment sûr que l'écran plat, un modèle que je connais, à film plastique, c'est tout sauf fragile, pas sûr qu'il soit cassé. L'imprimante, pareil, je la lâche à quoi ? A 30 cm du sol. Ça résiste. » Puis le mot est lâché : « Bien sûr que j'ai des regrets... »

Le président les questionne avec douceur, en gentil proviseur. Face à lui, des collégiens maintenant, honteux, qui s'excusent, qui y vont de leur « j'ai rien fait », « c'est pas moi », « j'ai pas voulu ».

C'est l'essentiel.

Que ces hommes qui, un soir au moins, ont incarné la révolte, jacquerie d'ouvriers, leur colère contre l'injustice économique, que eux rentrent la tête dans les épaules. Qu'ils parlent à mi-voix, accablés. Qu'ils ne servent pas de modèle, surtout, à ces Français dont l'avenir est balayé par la crise.

Bref, qu'ils se soumettent pour l'exemple.

De l'AFP à Europe 1, ces « dérapages » et ces « regrets » recevront leur publicité...



Un poème, ou la violence ?

Le tribunal fait une pause.

Dans le couloir, Jérôme me refile de la monnaie pour la machine à Twix : « Mais au fond, je me renseigne, ils évitent la seule question qui vaille : est-ce que c'est efficace de mettre à sac une sous-préfecture ? »

- Bah bien sûr que oui !, me répond ce délégué FO en costume. Sans ça, jamais ils ne sortaient le carnet de chèques. »

Voilà la leçon qu'il ne faut pas tirer : l'utilité, toujours, du rapport de force.

Et, parfois, de la violence.

Qu'on reprenne les faits - tels que les rapporte Didier, simple témoin à la barre : « Quand on a rencontré Raymond Soubie, le 24 mars, à l'Elysée, il nous avait promis de réunir très vite une tripartite. Il avait nommé un chargé de dossier, Monsieur Gustin, pour que ça avance dans les trois jours. Et puis plus rien : on n'a rien vu dans les premiers jours et même dans les premières semaines. » Avec sa crête d'iroquois, son anneau dans le nez, sa toile d'araignée tatouée au coude, on l'imagine bien en « partenaire social » de Raymond Soubie, Didier...

« Donc là, on était déjà trahi par notre employeur. On s'est senti abandonné par l'Etat. Et ce 21 avril à 15 h, en plus, on était déboutés par la justice. On se retrouvait tout seuls. Mais deux heures après les événements, le 21 avril au soir, Luc Châtel adressait un communiqué de presse : il accordait une réunion tripartite ! Deux heures après ! Alors qu'on attendait ça depuis des semaines ! »

On le sent.

Que dans sa tête, il conclut : « Donc on a bien fait. »

Mais sans rien dire.

Jusqu'à ce jour-là, encore, jusqu'à ce 21 avril, les salariés ne rencontrent qu'un grand vide : « En Assemblée générale, raconte Xavier Mathieu, j'ai essayé de joindre Monsieur Gustin, je suis tombé sur sa secrétaire trois fois et trois fois elle m'a répondu : 'Monsieur Gustin n'a rien à vous dire... Monsieur Gustin n'a pas de temps à perdre avec vous...' Donc on s'est rendus à la sous-préfecture, tout simplement pour rencontrer la sous-préfète. Mais elle était absente. J'ai tout tenté pour la contacter : on n'a pas voulu me la passer. »

Ancien conseiller régional Lutte Ouvrière, aguerri aux luttes syndicales, Roland Szpirko confirme à l'audience : « Je suis allé voir le directeur de cabinet de la sous-préfecture : 'Il faut que la sous-préfète prenne le téléphone ! Il faut qu'ils voient que l'Etat ne les a pas lâchés !' Mais nous n'avons pas obtenu le moindre signe. Et quand même, et quand même, deux heures après...

- Sur les faits, le reprend le président, Monsieur, restez en aux faits.

- Mais sur les faits, est-ce qu'il n'y pas une iniquité ? Aujourd'hui, devant votre tribunal, on trouve sept salariés pour, nous dit-on, 30 000 Euros de dégâts. Mais Christine Lagarde, Raymond Soubie, Luc Châtel, tous avaient promis de poursuivre Continental. Or, malgré les délits constitués, pas une fois le parquet ne s'est saisi de ces faits-là. A la place, pour sanctionner les patrons délinquants de Continental, l'Etat leur a remis une enveloppe de 20 millions d'Euros !

- Non non non non, Monsieur. Vous devez en rester en aux faits !

On n'en saura pas plus sur cette prime à la casse sociale.

Témoin également, Laurence Rossignol, vice-présidente (socialiste) du Conseil régional de Picardie accuse : « Je le dis en tant qu'ancienne collaboratrice d'un ministre de l'Intérieur et d'un premier ministre : ces dégradations pouvaient être évitées. S'il y avait eu un échange téléphonique, si des garanties avaient été données. Mais en ce jour qui s'annonçait difficile, on a laissé les salariés seuls, sans interlocuteur. »

Au terme de son réquisitoire, qui cause de tout, du « socle républicain », de « la dignité du travail », de l'« intérêt national » (sans que le président ne la reprenne d'un « Restez en aux faits ! »), au terme de son réquisitoire, la procureur conclut :

- Dans notre pays libre qu'est la France, et je ne connais pas au monde de pays plus libre que la France, il n'est pas tolérable que des combats empruntent les chemins de la violence et de la brutalité. La violence brise le lien social. Un chant, un poème, une photo peuvent faire plus que de la violence.

Qui convaincra-t-elle ?

Pas seulement parce que les costauds de chez Continental ne se muent pas, d'un coup, en aèdes - récitant à la sortie du procès des alexandrins. Juste un demi-vers : « *Tiens, voilà les cafards* » notent-ils, découvrant les journalistes au portail.

Surtout, parce qu'un sonnet adressé à l'Elysée, même à Carla Bruni, n'aurait guère porté les mêmes fruits que ce saccage improvisé. S'ils ont gagné, un peu, c'est grâce à leur force de travail qui s'est recyclée en force tout court. Et en menace. L'histoire ne s'écrit pas qu'en rimes.



Le retour de la gouaille

- *Maintenant, on va essayer d'être heureux, que la vie continue.*

Le temps de l'audience, Xavier Mathieu a adopté un profil bas, pour ne pas finir en martyr. Dehors maintenant, sur l'estrade, devant des copains qui scandent « *les voyous, c'est pas nous !* », devant les barbecues qui fument, le délégué retrouve sa tchatche :

- *On a gagné quelque chose, dans cette bataille, c'est pas 50 000 Euros, c'est l'amour de nous-mêmes. Je suis fier de moi, je suis fier de vous.*

- *Ouais !*

- *Quand j'entends parler de 'radicalisation', oui, il y a radicalisation mais elle n'est que d'un côté : c'est les multinationales dans leurs sièges sociaux. Et je voulais dire aussi à nos directions syndicales, à commencer par la mienne, mon leader, comment il s'appelle déjà ? Ah oui, Bernard Thibault. Ça fait tellement longtemps que je ne l'ai pas vu... Et Chérèque, qui parle de 'rapace' parce que, aujourd'hui, oui, il y a Besancenot, il y a Nathalie Arthaud, mais il y a aussi Laurence Rossignol du PS, je ne sais pas si ce sont des 'rapaces' ou des 'soutiens'. Ils devraient plutôt se demander si leur place, à eux, elle n'est pas là.*

Quand notre coeur fait « Boum ! »

En croquant mon sandwich, j'interroge Roland Szpirko - qui me crache un peu des miettes de pain dessus (je protège ma chipo) :

- *Comment ça se fait que les syndicats ne sont pas là ?*

- *Faut leur demander. Le plus bizarre, c'était le 4 juillet, pour la fête des Conti. Tous les partis de gauche, le PS, le PC, le PG, LO, le NPA, tous avaient envoyé une délégation nationale. Et il n'y avait pas un seul responsable syndical ! Ils ont fait front unique, mais pour l'absence. Sans doute qu'il ne faut pas se montrer dans ces combats, les encourager, pour demeurer un interlocuteur acceptable par le gouvernement.*

Xavier Mathieu remonte sur le podium :

- *Gérard ? il lance (le prénom du directeur de Continental France).*

- *Enculé !* répond la foule.

- *Oise-Hebdo ?*

- *Enculés !*

- *TF1 ?*

- *Enculés !*

- *Comme ça, c'est fait.*

Il éteint le micro.

Son devoir accompli, il peut partir en vacances...



(article publié dans Fakir N°42, octobre 2009)